LIBREVILLE, 20 novembre (Infosplusgabon) - Six mois après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) eut déclaré que le COVID-19 n'était plus une urgence sanitaire, il est encore difficile de saisir pleinement les dommages considérables que la pandémie a infligés, qu'il s'agisse du nombre considérable de vies humaines ou de la dévastation économique. Le chaos s'est certainement fait sentir dans l'industrie pétrolière, qui a connu des distorsions record pendant la période de la pandémie, en particulier au cours des premiers mois.

Comme l'a écrit David Gaffen pour Reuters en février 2022, « comme beaucoup d'autres choses pendant la pandémie, ce qui se passait sur les marchés des carburants était sans précédent. La demande avait tellement baissé, les gens ayant cessé de voyager, que l'industrie pétrolière ne pouvait tout simplement pas réduire sa production assez rapidement pour y répondre ».

Ajoutez à cela une guerre de l'offre entre la Russie et l'Arabie saoudite, membres de l'OPEP+, au début de l'année 2020 - inondant des marchés déjà saturés - et en avril de la même année, nous avons vu le prix d'un baril de pétrole brut West Texas tomber sous la barre des 0 \$, ce qui signifie que les vendeurs ont dû payer pour s'en débarrasser.

Bien sûr, le marché pétrolier est volatile, mais peu d'époques ont connu des hauts et des bas aussi spectaculaires que ces dernières années. Au début de 2022, lorsque M. Gaffen a écrit son article, les contrats à terme sur le pétrole Brent atteignaient 100 dollars le baril - à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Pour l'instant, les extrêmes sauvages de l'ère pandémique semblent être derrière nous. Comme l'indique la Chambre africaine de l'énergie dans sa nouvelle publication « The State of African Energy 2024 Outlook », nous prévoyons un « calme relatif » sur le marché des liquides pour le reste de l'année 2023. Nous prévoyons que 2024 restera équilibré et quelque peu plat, avec seulement une croissance marginale.

Notre rapport indique qu'un marché plat est également prévu pour l'Afrique, mais avec un déclin progressif de la production de pétrole en 2024.

Si, d'un côté, l'arrêt des fluctuations spectaculaires du marché est intéressant, une croissance marginale et une baisse de la production ne sont pas vraiment des nouvelles réjouissantes. De plus, même si les facteurs qui influencent la demande de pétrole sont indépendants de notre volonté, je ne pense pas que les acteurs de l'industrie pétrolière africaine doivent se résigner à une mentalité complaisante de "c'est comme ça" face à la baisse de la production au cours de l'année prochaine.

Nous devrions saisir toutes les opportunités de capitaliser sur nos ressources pétrolières et gazières. Chaque goutte de pétrole extraite est une voie vers la croissance économique - des revenus qui peuvent financer des programmes sociaux, le développement d'infrastructures et des transferts de technologie indispensables de la part des compagnies pétrolières internationales (IOC) qui investissent en Afrique.

Quels seront donc les moteurs de la demande mondiale de pétrole à court terme, en l'absence d'événements majeurs tels que des pandémies ou des conflits mondiaux ?

Comme l'indiquent nos Perspectives, les restrictions du COVID-19 étant derrière nous, la demande de produits liquides provenant du transport routier et de l'aviation - principalement des États-Unis et de l'Asie - représentera probablement plus de la moitié de la demande mondiale au cours des 18 prochains mois.

La demande industrielle, en particulier celle du secteur pétrochimique au Moyen-Orient, en Asie et aux États-Unis, ainsi que les projets de production d'électricité, constitueront un autre facteur clé.

Notre rapport tient également compte de l'augmentation de la demande de pétrole dans l'hémisphère nord au cours des troisième et quatrième trimestres de 2023, ainsi que de la

diminution de l'offre due à la baisse des exportations russes et aux réductions volontaires de la production par l'Arabie saoudite. Il en résultera un déficit de l'offre qui ouvrira la voie à une augmentation de la production - au moins dans certaines régions du globe - en 2024.

Nous prévoyons que la production mondiale s'élèvera à plus de 84 millions de barils par jour (bpj) l'année prochaine, ce qui représente une augmentation de 1,6 % par rapport à 2023. Les Amériques, nord et sud confondus, devraient connaître une croissance marginale de 4 % de la production d'une année sur l'autre (YoY) en 2024, tandis que le Moyen-Orient devrait connaître une croissance plus faible de 2 % YoY par rapport à la production de 2023.

Mais ces augmentations seront probablement compensées par des baisses marginales de la production dans d'autres régions, notamment la Russie, l'Asie, l'Europe et l'Australie.

Baisse de la production en Afrique

En ce qui concerne l'Afrique, notre production pour 2023-2024 devrait rester relativement stable, à environ 6,77 millions de bpj. Mais la production mensuelle semble un peu plus sombre, avec une baisse de la production de 6,9 millions de bpj en janvier 2024 à environ 6,62 millions de bpj en décembre 2024.

Actuellement, une poignée de pays africains sont à l'origine de la production de pétrole et de condensats. Il s'agit notamment du Nigeria, de la Libye, de l'Algérie et de l'Angola, pays membres de l'OPEP, qui devraient produire respectivement 1,51 million de bpj, 1,31 million de bpj, 1,18 million de bpj et 1,01 million de bpj en 2024. Dans ce groupe, le Nigeria est un producteur de premier plan, puisqu'il représente un peu plus d'un cinquième du volume annuel total combiné de ces pays.

L'Égypte, le Tchad et le Ghana sont également des moteurs de la production pétrolière africaine. L'Égypte, par exemple, devrait voir sa production de pétrole atteindre 560 000 bpj d'ici la fin 2023 et 520 000 bpj en 2024.

Notre rapport explore également l'impact de l'adhésion à l'OPEP sur les pays africains, notamment en ce qui concerne les exigences de réduction de la production. Le cartel établit ces réductions pour contrôler l'équilibre entre l'offre et la demande mondiales et les situations de marché volatiles ou les prix mondiaux du pétrole irrégulièrement élevés ou bas.

« Les pays membres sont censés adhérer à ces réductions afin que le cartel maintienne son contrôle sur les marchés mondiaux et ne perde pas sa part de marché et son contrôle au profit du schiste nord-américain », explique notre rapport sur les perspectives d'avenir.

Pendant des années, les membres africains de l'OPEP ont eu une capacité de production supérieure au quota du cartel et ont eu tendance à produire davantage, même pendant les périodes de baisse de la production en glissement annuel. Mais ce n'est plus le cas. Le Nigeria, par exemple, a connu des arrêts de production dus au vandalisme sur les oléoducs, à des activités militantes et à des cas de force majeure imposés par les opérateurs, exacerbés par le déclin des anciens champs et l'absence de nouvelles mises en production.

L'Angola et la Guinée équatoriale ont également connu des arrêts de production, qui atteindront probablement une moyenne de 25 000 bpj en 2023.

Ces interruptions doivent être résolues : Les projets de production en cours dans les pays africains de l'OPEP représentent environ 44 % du potentiel total des réserves de liquides de notre continent, qui s'élève à plus de 70 milliards de barils. On estime que 33 % supplémentaires se trouvent dans les découvertes non exploitées de ces pays, ainsi que 2 % dans les projets sous-développés.

C'est pourquoi les dirigeants africains doivent faire tout leur possible pour stimuler et exploiter l'activité pétrolière et gazière dans leur pays. Nos gouvernements doivent créer des environnements favorables pour que les entreprises puissent opérer dans leurs pays et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour minimiser les risques des investisseurs en créant des environnements commerciaux sûrs et accueillants et des conditions fiscales attrayantes pour

les investissements. Et c'est MAINTENANT qu'il faut agir. C'est particulièrement vrai pour les gouvernements des pays membres de l'OPEP.

FIN/INFOSPLUSGABON/ARE/GABON2023

© Copyright Infosplusgabon